



CONVENTION RELATIVE AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN CHEMIN RURAL RUE DU BUHLFELD

- Vu l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004, dite loi MOP ;
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2221 - 1,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de Soultz en date du 7 octobre 2020,
- Vu la délibération du Conseil municipal de Soultz en date du
validant la réalisation des travaux d'aménagement d'un chemin rural rue du Buhlfeld ;

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de SOULTZ, représentée par son Maire M. Marcello ROTOLO
Elisant domicile Place de la République BP 21 à 68360 SOULTZ

Ci-après dénommée La Ville,

D'une part,

ET :

La SCI FAPI, représentée par son gérant M. FAEH Laurin
Elisant domicile 7 rue de l'Industrie à 68360 SOULTZ,
Habilité à l'effet des présentes, tant en vertu de la Loi que des statuts de la SCI.

Ci-après dénommé Le Demandeur

D'autre part,

PREAMBULE

La SCI FAPI a obtenu un permis de construire n° 06831520B00019 pour l'aménagement de maisons seniors rue du Buhlfeld sur les parcelles cadastrées section 13 n°397 et 399.

Afin d'assurer une desserte confortable pour les habitations, la SCI a fait connaître à la Ville de Soultz son souhait de voir aménager le chemin rural sans désignation qui borde la voie ferrée et les parcelles et qui fait partie du domaine privé de la commune.

La Ville a indiqué qu'elle n'a pas de tel projet mais que, compte tenu de l'amélioration du terrain et la meilleure sécurisation pour les véhicules et les piétons qu'entraîneraient de tels travaux, elle était disposée à les réaliser moyennant une participation financière du Demandeur.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'intervention de la Ville de Soultz pour l'aménagement du chemin rural sans désignation bordant la voie ferrée en secteur Buhlfeld ainsi que les conditions de répartition des charges engendrées par les travaux.

ARTICLE 2 : DOMAINE PRIVE COMMUNAL

La Ville de Soultz certifie que le chemin rural objet de la présente convention est sa propriété et fait partie de son domaine privé.

ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

En tant que Maître d'ouvrage, la Ville de Soultz prend en charge la réalisation des travaux objet de la présente convention, qui seront effectués par une entreprise mandatée à cet effet.

La Maîtrise d'œuvre des travaux au sens de la loi MOP, sera assurée par les services techniques de la Ville de Soultz.

Les travaux envisagés consistent en :

- Terrassement et évacuation des matériaux en place
- Mise en place d'un géotextile
- Remblais avec des matériaux type tout venant 0/60mm
- Fourniture et pose d'une file en pavé grès pour délimitation de la voirie
- Fourniture et pose de bordures pour création de massifs d'espaces verts
- Fourniture et pose d'un réseau d'éclairage public et deux massifs en béton pour les mâts d'éclairage
- Mise à niveau des ouvrages de voirie (regards d'assainissement, trappe réseau télécom, bouche à clé)
- Mise en œuvre d'un tapis d'enrobés.

Ces travaux sont prévus courant du mois de juillet 2022.

Le Demandeur déclare en accepter la teneur et les modalités de réalisation.

ARTICLE 4 : COÛT DES TRAVAUX ET REPARTITION FINANCIERE

Le Demandeur s'engage à prendre à sa charge les DEUX TIERS (2/3) des travaux de voirie ainsi que la totalité des frais liés aux massifs.

Il acquittera des sommes dues auprès de la ville de Soultz, par moitié en deux versements, le premier à la réception des travaux, le second au 31 novembre 2022.

Le montant total TTC des travaux est estimé à 23 665,20 € et réparti comme suit :

Ville de SOULTZ (voirie)	7 224,40 €
SCI FAPI (voirie)	14 448,80 €
SCI FAPI (massifs)	1 992,00 €

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est établie pour la durée des travaux visés à l'article. Elle prend fin après la réception des travaux et le plein acquittement des sommes correspondantes par le demandeur.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée qu'en cas d'accord entre les parties, lequel sera formalisé par le biais d'un avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect des clauses du présent document, la Ville de Soultz pourra à tout moment, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, résilier le partenariat mis en place. Le Demandeur restera redevable des frais déjà engagés par la Ville.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre leur différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de cette voie amiable, les litiges pouvant apparaître dans l'application de la présente convention seront portés à la connaissance du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Les parties soussignées déclarent avoir pris connaissance des conditions de la présente convention qu'elles s'engagent à respecter.

Le Demandeur

M. le Maire de Soultz